

AVIS D'APPEL D'OFFRES

0,00004

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°...../AOND/MINTSS/CIPM/2026

1 du OCT 2026 pour l'étude de faisabilité sur l'extension du panier de prestations de l'assurance volontaire.

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

La protection sociale constitue l'un des piliers de la politique nationale de développement économique et social. À ce titre, le Gouvernement du Cameroun, à travers la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), fait de l'extension de la couverture sociale un axe prioritaire visant à assurer une meilleure protection des populations contre les risques sociaux et à promouvoir le travail décent.

Dans cette dynamique, le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MINTSS) met en œuvre des réformes destinées à élargir progressivement la couverture de la sécurité sociale aux catégories de travailleurs encore faiblement couvertes, notamment les travailleurs indépendants, les acteurs du secteur informel, les professions libérales, les exploitants agricoles, les artisans ainsi que toute autre personne ne relevant pas du régime obligatoire de sécurité sociale.

Le régime d'assurance volontaire, institué et administré par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), constitue l'un des principaux instruments permettant l'affiliation de ces catégories de travailleurs au système national de sécurité sociale. Toutefois, le panier actuel des prestations offertes demeure limité et ne répond plus pleinement aux besoins exprimés par les assurés potentiels, ni aux évolutions du marché du travail, des risques sociaux et des standards internationaux en matière de protection sociale.

L'amélioration de l'attractivité de ce régime passe ainsi par une réflexion approfondie sur l'opportunité d'élargir les prestations servies, dans le respect des principes d'équilibre financier, de soutenabilité actuarielle et de viabilité institutionnelle du système de sécurité sociale. Une telle réforme requiert au préalable une étude de faisabilité permettant d'apprécier, de manière objective et documentée, les conditions techniques, juridiques, institutionnelles, financières, actuarielles et organisationnelles de cette extension, ainsi que ses incidences sur la gouvernance et les performances du régime d'assurance volontaire. C'est dans cette perspective que le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale lance un Appel d'Offres.

Le présent Appel d'Offres a pour objet le recrutement d'un cabinet d'études ou d'un groupement de cabinets justifiant d'une expertise avérée en matière de protection sociale, de sécurité sociale, d'analyses actuarielles et de politiques publiques, en vue de réaliser une étude de faisabilité relative à l'extension du panier de prestations de l'assurance volontaire.

Cette étude devra fournir les éléments techniques, juridiques, financiers et stratégiques nécessaires à la prise de décision concernant l'élargissement du panier de prestations de l'assurance volontaire, tout en garantissant la pérennité financière du régime et sa conformité aux orientations nationales de développement ainsi qu'aux normes internationales en matière de sécurité sociale.

À ce titre, le cabinet retenu sera notamment chargé de :

- Réaliser un diagnostic approfondi du régime actuel de l'assurance volontaire, de son cadre juridique, institutionnel, organisationnel et financier, ainsi que des prestations actuellement servies ;
- Analyser les besoins de protection sociale des travailleurs susceptibles d'adhérer au régime et apprécier l'adéquation du panier actuel de prestations avec ces besoins ;
- Conduire une analyse comparative des expériences nationales et internationales pertinentes en matière d'assurance volontaire et d'extension de la couverture sociale ;

- Identifier les prestations susceptibles d'être intégrées au panier actuel, en évaluant leur pertinence, leur faisabilité et leur impact sur les assurés et sur le système national de sécurité sociale ;
- Réaliser les études juridique, institutionnelle, technique, financière et actuarielle nécessaires pour apprécier la viabilité de chaque option envisagée ;

Les résultats de cette étude serviront de base à la définition des orientations stratégiques du Gouvernement en matière d'extension des prestations de l'assurance volontaire et contribueront à renforcer l'inclusion sociale ainsi que l'élargissement progressif de la couverture de sécurité sociale au Cameroun.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Dans le cadre de la réalisation de l'étude de faisabilité relative à l'extension du panier de prestations du régime d'assurance volontaire, le cabinet retenu devra conduire l'ensemble des investigations, analyses et consultations nécessaires à la formulation de propositions techniquement fondées, juridiquement sécurisées, financièrement soutenables et institutionnellement réalisables.

À cet effet, les travaux comprendront notamment les prestations ci-après :

2.1. Phase préparatoire

Le cabinet procédera à :

- La tenue d'une réunion de cadrage avec le Maître d'Ouvrage et les principales parties prenantes ;
- La collecte et l'analyse de la documentation disponible relative au régime d'assurance volontaire, à la sécurité sociale au Cameroun et aux politiques nationales de protection sociale ;
- L'élaboration de la note méthodologique détaillée précisant l'approche retenue, les outils de collecte des données, le calendrier d'exécution ainsi que les modalités de consultation des parties prenantes.

2.2. Diagnostic du régime actuel de l'assurance volontaire

Le cabinet réalisera un diagnostic approfondi du régime actuel portant notamment sur :

- Le cadre juridique et réglementaire régissant l'assurance volontaire ;
- Le dispositif institutionnel et organisationnel de gestion du régime ;
- Les modalités d'affiliation, de recouvrement des cotisations et de liquidation des prestations ;
- Les performances administratives, financières et opérationnelles du régime ;
- L'analyse des prestations actuellement servies, de leur niveau de couverture et de leur adéquation avec les besoins des assurés ;
- L'identification des forces, faiblesses, contraintes et opportunités du dispositif existant.

2.3. Analyse des besoins de protection sociale

Le cabinet mènera une étude destinée à identifier les besoins de protection sociale des catégories de populations susceptibles d'adhérer au régime d'assurance volontaire. À ce titre, il devra notamment :

- Identifier les profils des travailleurs concernés (travailleurs indépendants, acteurs du secteur informel, professions libérales, exploitants agricoles, artisans, etc.) ;
- Analyser leur exposition aux principaux risques sociaux ;
- Apprécier leurs capacités contributives et leurs attentes en matière de prestations sociales ;
- Évaluer les facteurs susceptibles de favoriser ou de limiter leur adhésion au régime.

Cette analyse reposera notamment sur des enquêtes de terrain, des consultations des organisations professionnelles, des partenaires sociaux, des administrations concernées et de toute autre partie prenante pertinente.

2.4. Analyse comparative des expériences nationales et internationales

- Les ressources humaines, financières et techniques nécessaires ;
- Les principaux risques et les mesures d'atténuation ;
- Le dispositif de suivi-évaluation assorti d'indicateurs de performance.

2.9. Validation des résultats

Le cabinet organisera, en collaboration avec le Maître d'Ouvrage, les séances de restitution des résultats provisoires et finaux auprès des parties prenantes. A cet effet, il devra :

- Présenter les principaux constats et recommandations ;
- Recueillir les observations des parties prenantes ;
- Intégrer les amendements validés ;
- Produire les rapports définitifs ainsi que l'ensemble des livrables de l'étude.

L'ensemble des travaux devra être conduit suivant une approche participative, inclusive et fondée sur des données probantes, conformément aux normes internationales en matière d'études de faisabilité, de protection sociale et d'analyses actuarielles.

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Le présent marché est conclu en une (01) tranche unique et ne fait pas l'objet d'un allotissement. En effet, les différentes composantes de l'étude, notamment le diagnostic du régime actuel de l'assurance volontaire, l'analyse des besoins de protection sociale, les études juridiques, institutionnelles, techniques, financières et actuarielles, l'analyse comparative des expériences nationales et internationales, l'élaboration des scénarios d'extension ainsi que la formulation des recommandations et de la feuille de route opérationnelle, présentent un caractère fortement interdépendant.

Par conséquent, les soumissionnaires sont tenus de présenter une offre couvrant l'intégralité des prestations prévues dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Toute offre partielle ou portant uniquement sur une partie des prestations sera déclarée non conforme et rejetée.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel des prestations, établi à l'issue des études préalables, est fixé à 17 000 000 (dix-sept millions) Francs CFA, toutes taxes comprises (TTC).

5. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai prévisionnel maximum d'exécution des prestations objet du présent marché est fixé à soixante jours calendaires, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des prestations.

Le respect des délais contractuels constitue une obligation essentielle du titulaire. Toute modification du calendrier d'exécution devra être préalablement autorisée par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur applicable aux marchés publics.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux cabinets d'études, bureaux de consultants ou groupements de cabinets justifiant d'une expérience avérée dans les domaines de la protection sociale, de la sécurité sociale, des politiques publiques et des études institutionnelles.

Les soumissionnaires devront disposer des capacités techniques, professionnelles et organisationnelles nécessaires à la bonne exécution des prestations objet du présent marché.

Les cabinets peuvent soumissionner à titre individuel ou sous la forme d'un groupement, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur relative aux marchés publics. En cas de groupement, celui-ci devra désigner un mandataire unique, habilité à représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée de la procédure de passation et, en cas d'attribution, durant l'exécution du marché.

Le cabinet réalisera un benchmark des expériences pertinentes en matière d'assurance volontaire et d'extension de la couverture sociale. Cette analyse comparative devra mettre en évidence :

- Les modèles de prestations proposés dans des contextes comparables ;
- Les mécanismes de financement retenus ;
- Les conditions institutionnelles de réussite ;

Les enseignements pouvant être adaptés au contexte camerounais.

2.5. Identification et évaluation des nouvelles prestations envisageables

Sur la base des analyses précédentes, le cabinet identifiera les prestations susceptibles d'être intégrées au panier actuel de l'assurance volontaire. Pour chacune des prestations envisagées, il procédera notamment à :

- L'analyse de sa pertinence au regard des besoins identifiés ;
- L'évaluation des conditions techniques et organisationnelles de mise en œuvre ;
- L'analyse des incidences juridiques et réglementaires ;
- L'estimation des coûts de gestion et des besoins de financement ;
- L'évaluation des impacts attendus sur les assurés, la couverture sociale et les performances du régime.

2.6. Réalisation des études technique, financière et actuarielle

Le cabinet réalisera les analyses nécessaires afin d'apprécier la viabilité des différentes options retenues. Ces travaux comprendront notamment :

- Les projections démographiques des populations cibles ;
- Les hypothèses d'évolution des effectifs d'adhérents ;
- Les simulations financières des différents scénarios ;
- Les évaluations actuarielles des engagements futurs ;
- Les analyses de sensibilité ;
- L'appréciation de la soutenabilité financière à court, moyen et long termes ;
- L'identification des mécanismes de financement les plus appropriés.

2.7. Élaboration des scénarios d'extension

Le cabinet élaborera plusieurs scénarios d'extension du panier de prestations. Pour chacun des scénarios, il précisera :

- Les prestations concernées ;
- Les conditions techniques et institutionnelles de mise en œuvre ;
- Les adaptations législatives et réglementaires nécessaires ;
- Les modalités de financement ;
- Les avantages attendus ;
- Les risques potentiels ;
- Les incidences financières, actuarielles et organisationnelles.

Cette analyse multicritère permettra de comparer les différents scénarios selon leur faisabilité, leur coût, leur impact social, leur soutenabilité financière et leur cohérence avec les orientations nationales de développement.

2.8. Élaboration du scénario recommandé et de la feuille de route

À l'issue des analyses, le cabinet proposera le scénario le plus pertinent. Il élaborera une feuille de route détaillée précisant notamment :

- Les réformes législatives et réglementaires à engager ;
- Les adaptations institutionnelles et organisationnelles requises ;
- Les modalités opérationnelles de mise en œuvre ;
- Les responsabilités des différents acteurs ;
- Le calendrier de déploiement ;

Chaque membre d'un groupement ne peut participer, directement ou indirectement, qu'à une seule offre. Un cabinet ne peut être à la fois candidat individuel et membre d'un ou de plusieurs groupements dans le cadre du présent Appel d'Offres. Le non-respect de cette disposition entraînera le rejet de toutes les offres concernées.

Les candidats devront justifier d'une expertise confirmée dans la réalisation d'études comparables, notamment en matière de sécurité sociale, d'extension de la couverture sociale, d'évaluations actuarielles, d'analyses financières ou de réformes des systèmes de protection sociale.

Les prestations objet du présent marché sont ouvertes aux personnes physiques et morales régulièrement établies au Cameroun et remplissant les conditions prévues par la réglementation camerounaise applicable aux marchés publics.

Sous réserve des restrictions prévues par les textes en vigueur, les prestations pourront être exécutées avec le concours d'experts nationaux et internationaux, selon les besoins de la mission et les compétences requises.

Les soumissionnaires devront attester qu'ils ne se trouvent dans aucun des cas d'exclusion prévus par la réglementation applicable, notamment ceux relatifs aux conflits d'intérêts, aux condamnations pour infractions affectant leur moralité professionnelle, à la faillite, à la liquidation judiciaire ou aux sanctions prononcées en matière de commande publique.

L'origine des services, des fournitures accessoires éventuellement nécessaires à l'exécution de la mission ainsi que des ressources humaines mobilisées est libre, sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que des engagements internationaux souscrits par le Cameroun.

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de Fonctionnement du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, au titre de l'exercice budgétaire 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire : **60 41 420 1 33000002 1070 361309**.

8. MODE DE SOUMISSION

La soumission des offres dans le cadre du présent Appel d'Offres s'effectue **exclusivement par voie électronique**, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

À cet effet, les soumissionnaires sont tenus de préparer, signer et transmettre leurs offres par l'intermédiaire de la plateforme électronique dédiée aux marchés publics, dans le respect des exigences techniques et des délais prescrits.

Les modalités de constitution des dossiers, de signature électronique, de transmission, de dépôt, de modification, de retrait éventuel des offres, ainsi que les conditions de recevabilité des offres électroniques, sont définies dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Toute offre transmise par un autre mode ou déposée en dehors des conditions prévues dans le présent Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Sous peine de rejet de son offre, chaque soumissionnaire est tenu de joindre à ses pièces administratives une caution de soumission d'un montant de **trois cent quarante mille (340 000) francs CFA** représentant **2% du cout prévisionnel TTC du marché**.

La caution de soumission est établie conformément au modèle figurant dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, par une banque de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministre chargé des Finances et habilité à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics et être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC).

La liste des établissements habilités est annexée au **présent Dossier d'Appel d'Offres (Pièce n° 14)**.

La durée de validité de la caution de soumission est de **trente (30) jours**.

10. CONSULTATION ET ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement, dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres, sur la plateforme **COLEPS** aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) (www.armp.cm), ou, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS), sis à la porte n° 111, téléphone : 222 23 05 60.

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être acquis auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS, dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA, représentant les frais d'acquisition du dossier.

La quittance de versement devra préciser le nom du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'Offres ainsi que le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Une copie de cette quittance est déposée auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS lors du retrait du dossier.

Le Dossier d'Appel d'Offres peut également être obtenu conformément aux modalités prévues sur la plateforme **COLEPS**. Aucune réclamation relative à la méconnaissance du contenu du Dossier d'Appel d'Offres ne sera recevable après le dépôt des offres.

11. REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, est transmise exclusivement par voie électronique, au moyen de la plateforme **COLEPS**, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur et aux modalités précisées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Les offres doivent être transmises au plus tard le **lundi 09 novembre 2026 à 11 heures précises**. Aucune offre ne pourra être reçue, enregistrée ou acceptée après la date et l'heure limites de dépôt fixées ci-dessus.

Il appartient au soumissionnaire de s'assurer que son offre est correctement préparée, signée, transmise et effectivement reçue sur la plateforme **COLEPS** avant l'expiration du délai prescrit.

Les risques liés à une transmission tardive, incomplète ou défective incombent exclusivement au soumissionnaire. L'offre électronique devra porter la mention suivante :

« **Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n° 000004/ADND/MINTSS/CIPM/2026 du 12 octobre 2026 pour l'étude de faisabilité sur l'extension des prestations de l'assurance volontaire. À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement** ».

Les modalités de dépôt, de signature électronique, de chiffrement, de modification, de remplacement ou de retrait éventuel des offres avant la date limite de dépôt sont celles prévues par la plateforme **COLEPS** et détaillées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

12. RECEVABILITE DES PLIS

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif exigées doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou toute autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Ces pièces doivent être datées de moins de **trois (03) mois** à la date limite de dépôt des offres, ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre ne comportant pas l'ensemble des pièces requises, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclarée irrecevable.

En particulier, l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou tout autre organisme financier agréé par le Ministre des Finances entraîne le rejet pur et simple de l'offre concernée.

Sous peine de rejet, les pièces constituant le dossier administratif doivent être produites conformément aux exigences du présent Dossier d'Appel d'Offres et aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles sont établies

en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou par l'autorité administrative compétente, lorsqu'une telle certification est requise par la réglementation en vigueur.

Les pièces administratives doivent être datées de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre ne comportant pas l'ensemble des pièces exigées ou contenant des pièces non conformes aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres est susceptible d'être déclarée irrecevable, sous réserve des dispositions réglementaires relatives à la régularisation des pièces administratives, lorsque celle-ci est autorisée.

En particulier, l'absence de la caution de soumission, sa non-conformité aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres, son établissement par un organisme non habilité ou son insuffisance de montant entraîne le rejet pur et simple de l'offre, conformément à la réglementation en vigueur.

Les documents transmis par voie électronique doivent être lisibles, complets et conformes aux exigences de la plateforme COLEPS. Le soumissionnaire demeure seul responsable de la qualité, de l'authenticité et de l'intégrité des documents qu'il transmet.

13. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis contenant les pièces administratives, les offres techniques et les offres financières aura lieu le **lundi 09 novembre 2026 à 12 heures précises**, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, dans la **salle de conférences dudit Ministère, porte n° 117**.

Cette séance d'ouverture des plis est publique. Les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et munis d'un mandat régulier, peuvent y assister.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Commission procède à l'ouverture des offres en une ou plusieurs étapes, selon les dispositions du présent Dossier d'Appel d'Offres et du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

À cette occasion, les noms des soumissionnaires, les montants des offres et les principales pièces administratives sont rendus publics.

La Commission se réserve le droit de demander, le cas échéant, toute pièce complémentaire ou toute régularisation des documents administratifs, dans un **délai de quarante-huit (48) heures à compter de la séance d'ouverture, conformément à la réglementation en vigueur**.

À l'expiration de ce délai, toute offre non conforme, incomplète ou non régularisée dans les conditions requises est déclarée irrecevable.

14. CRITERES D'EVALUATION

14.1 Critères éliminatoires

Toute offre sera déclarée irrecevable ou éliminée dans les cas suivants :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif non régularisée dans le délai imparti ;
- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou substitution de document ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon de marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Note technique inférieure au seuil minimal requis de soixante-dix pour cent (70 %) des points ;
- Absence d'un chef de mission proposé ou non-conformité de son profil aux exigences du DAO ;
- Non-respect des spécifications essentielles des Termes de Référence (TDR) ;
- Non-respect des conditions de soumission électronique prévues par la plateforme COLEPS.

14.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères essentiels ci-après :

- Compréhension des Termes de Référence et méthodologie proposée ;

- Expérience du cabinet dans les études similaires ;
- Qualifications et expérience du personnel clé proposé ;
- Organisation et plan de travail proposé pour la réalisation de la mission ;
- Moyens logistiques et matériels mobilisés pour l'exécution de la prestation ;
- Planning d'exécution et respect des délais ;
- Références du cabinet dans les domaines similaires.

Chaque critère est noté conformément à la grille d'évaluation contenue dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

14.3 Évaluation financière

Seules les offres ayant obtenu la note technique minimale requise seront ouvertes pour l'évaluation financière.

L'évaluation financière consistera en la vérification et la correction éventuelle des erreurs arithmétiques, puis à la comparaison des offres financières corrigées. L'offre la moins-disante, jugée conforme, sera retenue sous réserve de la vérification de sa conformité technique.

14.4 Méthode de sélection

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note globale, résultant de la combinaison de la note technique et de la note financière, conformément à la méthode de sélection définie dans le RPAO.

15. ATTRIBUTION

La Lettre-commande sera attribuée au soumissionnaire ayant présenté l'offre jugée conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, remplissant les capacités techniques et financières requises pour exécuter les prestations de manière satisfaisante, et dont l'offre aura été évaluée la moins-disante, après prise en compte, le cas échéant, des rabais proposés.

L'Autorité Contractante se réserve le droit de ne pas attribuer la Lettre-commande si aucune offre ne satisfait pleinement aux critères de qualification, ou si les offres reçues sont jugées non conformes, inacceptables ou manifestement excessives au regard de l'enveloppe prévisionnelle.

Elle peut également, conformément à la réglementation en vigueur, déclarer la procédure infructueuse ou la suspendre à tout moment pour des motifs d'intérêt public dûment justifiés, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation.

16. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de **soixante (60) jours** à compter de la date limite de dépôt des offres fixée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Cette période peut être exceptionnellement prorogée à la demande de l'Autorité Contractante, avec l'accord écrit du soumissionnaire.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de **soixante (60) jours** à compter de la date limite de dépôt des offres fixée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Pendant cette période, les soumissionnaires ne peuvent ni modifier ni retirer leur offre, sous peine des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Cette durée de validité peut être exceptionnellement prorogée à la demande de l'Autorité Contractante. Dans ce cas, les soumissionnaires sont invités à confirmer par écrit le maintien de leurs offres pour la période supplémentaire sollicitée.

Le refus de prorogation par un soumissionnaire n'entraîne ni pénalité ni perte de sa caution de soumission.

17. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires relatifs au présent Dossier d'Appel d'Offres peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS), porte n° III, téléphone : 222 23 05 60.

Ces renseignements doivent être demandés suffisamment à l'avance afin de permettre leur traitement dans les délais compatibles avec la date limite de dépôt des offres. Aucune information orale non confirmée par écrit ne pourra être opposée à l'Autorité Contractante.

Les clarifications apportées aux soumissionnaires, le cas échéant, seront communiquées à l'ensemble des candidats ayant retiré le Dossier d'Appel d'Offres, conformément au principe d'égalité de traitement.

18. DENONCIATION, CORRUPTION ET MAUVAISES PRATIQUES

Tout soumissionnaire, prestataire ou toute personne impliquée dans la procédure est tenu de signaler sans délai toute pratique suspecte ou irrégulière dont il aurait connaissance.

À cet effet, les dénonciations peuvent être adressées aux structures compétentes ci-après :

La Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC), au numéro vert 1517 ;

L'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP), par SMS ou appel aux numéros (+237) 673 20 57 25 et (+237) 699 37 07 48 ;

L'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), conformément aux procédures en vigueur.

Toute dénonciation est traitée dans le strict respect de la confidentialité des informations reçues et des dispositions réglementaires applicables, sans préjudice des poursuites administratives, disciplinaires ou judiciaires prévues par la législation en vigueur.

19. DISPOSITIONS FINALES

Toutes les dispositions non expressément précisées dans le présent Dossier d'Appel d'Offres sont régies par les textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de marchés publics, ainsi que par les dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

En cas de contradiction entre les différentes pièces du Dossier d'Appel d'Offres, les stipulations du RPAO prévalent sur celles des autres documents, sauf indication contraire expressément mentionnée.

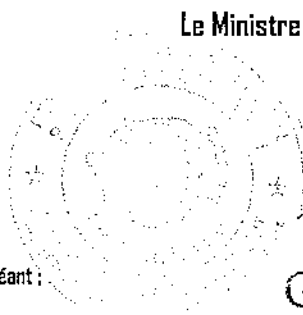
Toute difficulté d'interprétation des clauses du présent Dossier d'Appel d'Offres est résolue conformément aux principes généraux du droit des marchés publics et, le cas échéant, par l'Autorité Contractante, sans préjudice des voies de recours prévues par la réglementation en vigueur.

Yaoundé, le 12 OCT 2026

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant ;
- Président CPM concerné ;
- Présidents de CCEM, le cas échéant ;
- Affichage chrono.



Grégoire OWONA

NOTICE OF INVITATION TO TENDER

000004

Open National Invitation to Tender under emergency procedure No...../DNIT/MINTSS/ITB/2026
of 2 OCT 2026 for the feasibility study on the extension of the benefit package of voluntary insurance.

1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

Social protection constitutes one of the pillars of the national economic and social development policy. In this respect, the Government of Cameroon, through the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30), makes the extension of social protection coverage a priority area aimed at ensuring better protection of populations against social risks and promoting decent work.

In this context, the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS) is implementing reforms aimed at progressively extending social security coverage to categories of workers that remain insufficiently covered, particularly self-employed workers, informal sector workers, members of liberal professions, farmers, artisans, as well as any other person not covered by the compulsory social security scheme.

The voluntary insurance scheme, established and administered by the National Social Insurance Fund (CNPS), constitutes one of the main instruments enabling these categories of workers to join the national social security system. However, the current benefit package remains limited and no longer fully meets the needs expressed by potential insured persons, nor the developments in the labour market, social risks and international social protection standards.

Improving the attractiveness of this scheme therefore requires in-depth consideration of the advisability of extending the benefits provided, while respecting the principles of financial balance, actuarial sustainability and institutional viability of the social security system. Such a reform requires, as a prerequisite, a feasibility study making it possible to objectively and comprehensively assess the technical, legal, institutional, financial, actuarial and organisational conditions for such an extension, as well as its implications for the governance and performance of the voluntary insurance scheme. It is in this perspective that the Ministry of Labour and Social Security is launching an Invitation to Tender.

The purpose of this Invitation to Tender is to recruit a consultancy firm or consortium of firms with proven expertise in social protection, social security, actuarial analysis and public policy, to carry out a feasibility study on the extension of the benefit package of voluntary insurance.

This study shall provide the technical, legal, financial and strategic elements necessary for decision-making regarding the extension of the voluntary insurance benefit package, while ensuring the financial sustainability of the scheme and its compliance with national development priorities and international social security standards.

In this respect, the selected firm shall be responsible, inter alia, for:

- Carrying out an in-depth diagnosis of the current voluntary insurance scheme, its legal, institutional, organisational and financial framework, as well as the benefits currently provided;
- Analysing the social protection needs of workers likely to join the scheme and assessing the adequacy of the current benefit package in relation to these needs;
- Conducting a comparative analysis of relevant national and international experiences in voluntary insurance and the extension of social protection coverage;
- Identifying benefits that could be incorporated into the current package, while assessing their relevance, feasibility and impact on insured persons and on the national social security system;
- Carrying out the legal, institutional, technical, financial and actuarial studies necessary to assess the viability of each option under consideration;

The results of this study shall serve as a basis for defining the Government's strategic orientations regarding the extension of voluntary insurance benefits and shall contribute to strengthening social inclusion and the progressive expansion of social security coverage in Cameroon.

2. SCOPE OF SERVICES

Within the framework of the feasibility study on the extension of the benefit package of the voluntary insurance scheme, the selected firm shall carry out all investigations, analyses and consultations necessary to formulate proposals that are technically sound, legally secure, financially sustainable and institutionally feasible.

To this end, the work shall include, inter alia, the following services:

2.1. Preparatory phase

The firm shall carry out:

- Holding a kick-off meeting with the Project Owner and the main stakeholders;
- Collecting and analysing available documentation relating to the voluntary insurance scheme, social security in Cameroon and national social protection policies;
- Preparing a detailed methodological note specifying the approach adopted, data collection tools, implementation schedule and arrangements for stakeholder consultation.

2.2. Diagnosis of the current voluntary insurance scheme

The firm shall carry out an in-depth diagnosis of the current scheme covering, inter alia:

- The legal and regulatory framework governing voluntary insurance;
- The institutional and organisational arrangements for managing the scheme;
- The procedures for affiliation, collection of contributions and settlement of benefits;
- The administrative, financial and operational performance of the scheme;
- An analysis of the benefits currently provided, their level of coverage and their adequacy to the needs of insured persons;
- Identification of the strengths, weaknesses, constraints and opportunities of the existing system.

2.3. Analysis of social protection needs

The firm shall conduct a study aimed at identifying the social protection needs of population categories likely to join the voluntary insurance scheme. In this respect, it shall, in particular:

- Identify the profiles of the workers concerned (self-employed workers, informal sector workers, members of liberal professions, farmers, artisans, etc.);
- Analyse their exposure to the main social risks;
- Assess their contributory capacity and expectations regarding social benefits;
- Assess the factors likely to encourage or limit their participation in the scheme.

This analysis shall be based, in particular, on field surveys, consultations with professional organisations, social partners, relevant administrations and any other relevant stakeholder.

2.4. Comparative analysis of national and international experiences

The firm shall conduct a benchmark of relevant experiences in voluntary insurance and the extension of social protection coverage. This comparative analysis shall highlight:

- The benefit models offered in comparable contexts;
- The financing mechanisms adopted;
- The institutional conditions for success;
- The lessons that may be adapted to the Cameroonian context.

2.5. Identification and assessment of potential new benefits

On the basis of the preceding analyses, the firm shall identify the benefits that could be incorporated into the current voluntary insurance package. For each of the benefits under consideration, it shall, in particular:

- Analyse its relevance in relation to the needs identified;
- Assess the technical and organisational conditions for implementation;
- Analyse the legal and regulatory implications;
- Estimate management costs and financing requirements;
- Assess the expected impacts on insured persons, social protection coverage and the performance of the scheme.

2.6. Conduct of technical, financial and actuarial studies

The firm shall carry out the analyses required to assess the viability of the various options selected. These activities shall include, in particular:

- Demographic projections of the target populations;
- Assumptions regarding changes in the number of members;
- Financial simulations of the various scenarios;
- Actuarial assessments of future liabilities;
- Sensitivity analyses;
- Assessment of financial sustainability in the short, medium and long terms;
- Identification of the most appropriate financing mechanisms.

2.7. Development of extension scenarios

The firm shall develop several scenarios for extending the benefit package. For each scenario, it shall specify:

- The benefits concerned;
- The technical and institutional conditions for implementation;
- The legislative and regulatory adjustments required;
- The financing arrangements;
- The expected benefits;
- The potential risks;
- The financial, actuarial and organisational implications.

This multi-criteria analysis shall make it possible to compare the various scenarios according to their feasibility, cost, social impact, financial sustainability and consistency with national development priorities.

2.8. Development of the recommended scenario and roadmap

Following the analyses, the firm shall propose the most appropriate scenario. It shall develop a detailed roadmap specifying, in particular:

- The legislative and regulatory reforms to be undertaken;
- The institutional and organisational adjustments required;
- The operational implementation arrangements;
- The responsibilities of the various stakeholders;
- The deployment schedule;
- The human, financial and technical resources required;
- The main risks and mitigation measures;
- The monitoring and evaluation mechanism with performance indicators.

2.9. Validation of results

The firm shall organise, in collaboration with the Project Owner, sessions for presenting the provisional and final results to stakeholders. To this end, it shall:

- Present the main findings and recommendations;
- Collect comments from stakeholders;
- Incorporate validated amendments;
- Produce the final reports and all deliverables of the study.

All activities shall be conducted using a participatory, inclusive and evidence-based approach, in accordance with international standards applicable to feasibility studies, social protection and actuarial analyses.

3. PHASES/ALLOTMENT

This contract shall be executed in one (01) single phase and shall not be divided into lots. Indeed, the various components of the study, including the diagnosis of the current voluntary insurance scheme, the analysis of social protection needs, legal, institutional, technical, financial and actuarial studies, the comparative analysis of national and international experiences, the development of extension scenarios, as well as the formulation of recommendations and the operational roadmap, are highly interdependent.

Consequently, tenderers are required to submit an offer covering all the services provided for in this Tender File.

Any partial offer or offer covering only part of the services shall be declared non-compliant and rejected.

To this end, tenderers shall prepare, sign and transmit their tenders through the electronic platform dedicated to public procurement, in compliance with the prescribed technical requirements and deadlines.

The procedures for compiling the files, electronic signing, transmission, submission, modification and possible withdrawal of tenders, as well as the conditions for the admissibility of electronic tenders, are defined in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

Any tender transmitted by any other means or submitted outside the conditions provided for in this Tender File shall be declared inadmissible.

9. BID SECURITY

Under pain of rejection of its tender, each tenderer shall attach to its administrative documents a bid security amounting to three hundred and forty thousand (340,000) CFA francs, representing 2% of the estimated tax-inclusive cost of the contract.

The bid security shall be established in accordance with the model appearing in this Tender File, by a first-class bank or a financial institution approved by the Minister in charge of Finance and authorised to issue securities in connection with public contracts, and shall be accompanied by the deposit receipt issued by the Cameroon Deposit and Consignment Fund (CODEC).

The list of authorised institutions is annexed to this Tender File (Document No. 14).

The validity period of the bid security shall be thirty (30) days.

10. CONSULTATION AND ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The Tender File may be consulted free of charge, as from publication of this Notice of Invitation to Tender, on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the website of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) (www.armp.cm), or, during working hours, at the Public Contracts Service of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), located at door No. 111, telephone: 222 23 05 60.

The Tender File may be obtained from the Public Contracts Service of MINTSS, as from publication of this Notice, upon presentation of a receipt for payment into the Public Treasury of a non-refundable sum of fifty thousand (50,000) CFA francs, representing the cost of acquiring the file.

The payment receipt shall indicate the name of the tenderer, the subject of the Invitation to Tender and the number of the Notice of Invitation to Tender. A copy of this receipt shall be deposited with the Public Contracts Service of MINTSS when collecting the file.

The Tender File may also be obtained in accordance with the procedures provided for on the COLEPS platform.

No claim relating to failure to acquaint oneself with the contents of the Tender File shall be admissible after submission of the tenders.

11. SUBMISSION OF TENDERS

Each tender, drawn up in French or English, shall be transmitted exclusively by electronic means, through the COLEPS platform, in accordance with the provisions of the regulations in force and the procedures specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

Tenders must be transmitted no later than 09 november 2026 at precisely 11:00 p.m. No tender may be received, registered or accepted after the above deadline.

It is the responsibility of the tenderer to ensure that its tender is properly prepared, signed, transmitted and effectively received on the COLEPS platform before expiry of the prescribed deadline.

Any risks associated with late, incomplete or defective transmission shall be borne exclusively by the tenderer.

The electronic tender shall bear the following wording:

"Open National Invitation to Tender under emergency procedure No.000004/ONIT/MINTSS/ITB/2026 of 12 october 2026 for the feasibility study on the extension of voluntary insurance benefits. To be opened only during the bid-opening session."

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the services, established following the preliminary studies, is set at 17,000,000 (seventeen million) CFA francs, inclusive of all taxes (VAT inclusive).

5. ESTIMATED EXECUTION PERIOD

The maximum estimated execution period for the services covered by this contract is sixty calendar days, as from the date of notification of the Service Order prescribing the commencement of the services.

Compliance with the contractual deadlines constitutes an essential obligation of the contractor. Any modification to the implementation schedule shall be subject to prior authorisation by the Project Owner under the conditions provided for by the regulations in force applicable to public contracts.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open, under equal conditions, to consultancy firms, consulting firms or consortiums of firms with proven experience in the fields of social protection, social security, public policy and institutional studies.

Tenderers shall have the technical, professional and organisational capacities necessary for the proper performance of the services covered by this contract.

Firms may submit tenders individually or in the form of a consortium, in accordance with the provisions of the regulations in force relating to public contracts. In the case of a consortium, the latter shall designate a single representative authorised to represent all members vis-à-vis the Project Owner throughout the procurement procedure and, in the event of award, during the performance of the contract.

Each member of a consortium may participate, directly or indirectly, in only one tender. A firm may not be both an individual candidate and a member of one or more consortiums under this Invitation to Tender. Failure to comply with this provision shall result in the rejection of all the tenders concerned.

Candidates shall demonstrate proven expertise in carrying out comparable studies, particularly in the fields of social security, extension of social protection coverage, actuarial assessments, financial analyses or social protection system reforms.

The services covered by this contract are open to natural and legal persons duly established in Cameroon and meeting the conditions laid down by Cameroonian regulations applicable to public contracts.

Subject to the restrictions provided for by the legislation in force, the services may be performed with the assistance of national and international experts, depending on the requirements of the assignment and the skills required.

Tenderers shall certify that they are not in any of the cases of exclusion provided for by the applicable regulations, particularly those relating to conflicts of interest, convictions for offences affecting professional integrity, bankruptcy, judicial liquidation or sanctions imposed in connection with public procurement.

The origin of the services, any ancillary supplies necessary for the performance of the assignment, as well as the human resources mobilised, shall be unrestricted, subject to compliance with the legislative and regulatory provisions in force and the international commitments entered into by Cameroon.

7. FINANCING

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed from the Operating Budget of the Ministry of Labour and Social Security, for the 2026 financial year, under budget charge line: 60 41 420 1 33000002 1070 361309.

8. SUBMISSION METHOD

Submission of tenders under this Invitation to Tender shall be carried out exclusively by electronic means, in accordance with the provisions of the regulations in force relating to the digitalisation of public procurement procedures.

The procedures for submission, electronic signature, encryption, modification, replacement or possible withdrawal of tenders before the submission deadline shall be those provided for by the COLEPS platform and detailed in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

12. ADMISSIBILITY OF BIDS

Under pain of rejection, the required administrative documents shall be produced in originals or certified true copies issued by the issuing service or any competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

These documents must be dated less than three (03) months prior to the tender submission deadline or have been issued after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

Any tender not containing all the required documents, in accordance with the requirements of the Tender File, shall be declared inadmissible.

In particular, the absence or non-compliance of the bid security issued by a first-class bank or any other financial institution approved by the Minister in charge of Finance shall result in the outright rejection of the tender concerned.

Under pain of rejection, the documents constituting the administrative file shall be produced in accordance with the requirements of this Tender File and the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT). They shall be submitted in originals or certified true copies issued by the issuing service or by the competent administrative authority, where such certification is required by the regulations in force.

Administrative documents must be dated less than three (03) months prior to the tender submission deadline or have been issued after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

Any tender not containing all the required documents or containing documents that do not comply with the requirements of this Tender File may be declared inadmissible, subject to the regulatory provisions relating to the regularisation of administrative documents, where such regularisation is authorised.

In particular, the absence of the bid security, its non-compliance with the requirements of this Tender File, its issuance by an unauthorised institution or an insufficient amount shall result in the outright rejection of the tender, in accordance with the regulations in force.

Documents transmitted electronically must be legible, complete and compliant with the requirements of the COLEPS platform. The tenderer shall remain solely responsible for the quality, authenticity and integrity of the documents transmitted.

13. OPENING OF BIDS

The opening of bids containing the administrative documents, technical tenders and financial tenders shall take place on 09 november 2026 at precisely 12:00 p.m., by the Internal Tenders Board (ITB) of the Ministry of Labour and Social Security, in the conference room of the said Ministry, door No. 117.

This bid-opening session shall be public. Tenderers or their duly authorised representatives, bearing a valid mandate, may attend.

In accordance with the regulations in force, the Board shall open the tenders in one or several stages, depending on the provisions of this Tender File and the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

On this occasion, the names of the tenderers, the amounts of the tenders and the main administrative documents shall be made public.

The Board reserves the right to request, where applicable, any additional document or any regularisation of administrative documents within forty-eight (48) hours from the bid-opening session, in accordance with the regulations in force.

Upon expiry of this period, any tender that is non-compliant, incomplete or has not been regularised under the required conditions shall be declared inadmissible.

13. EVALUATION CRITERIA

14.1 Eliminary criteria

Any tender shall be declared inadmissible or eliminated in the following cases:

- Absence or non-compliance of the bid security;
- Absence or non-compliance of an administrative document not regularised within the prescribed period;
- False declaration, forged document or substitution of document;
- Absence of the sworn statement of non-abandonment of a contract during the last three (3) years;
- Technical score below the minimum threshold of seventy percent (70%) of the points;
- Absence of a proposed Team Leader or non-compliance of his/her profile with the requirements of the Tender File;
- Failure to comply with the essential specifications of the Terms of Reference (TOR);
- Failure to comply with the electronic submission conditions provided for by the COLEPS platform.

14.2 Essential criteria

Technical tenders shall be evaluated on the basis of the following essential criteria:

- Understanding of the Terms of Reference and proposed methodology;
- Experience of the firm in similar studies;
- Qualifications and experience of the proposed key personnel;
- Organisation and work plan proposed for the implementation of the assignment;
- Logistical and material resources mobilised for the performance of the services;
- Implementation schedule and compliance with deadlines;
- References of the firm in similar fields.

Each criterion shall be scored in accordance with the evaluation grid contained in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

14.3 Financial evaluation

Only tenders having obtained the required minimum technical score shall be opened for financial evaluation.

The financial evaluation shall consist of checking and, where necessary, correcting arithmetic errors, followed by comparison of the corrected financial tenders. The lowest-priced compliant tender shall be retained, subject to verification of its technical compliance.

14.4 Selection method

The contract shall be awarded to the tenderer having obtained the best overall score, resulting from the combination of the technical score and the financial score, in accordance with the selection method defined in the SRIT.

14. AWARD

The Letter-Order shall be awarded to the tenderer whose tender has been found to be substantially compliant with the requirements of the Tender File, which meets the technical and financial capacities required to satisfactorily perform the services, and whose tender has been evaluated as the lowest-priced tender, after taking into account, where applicable, the discounts offered.

The Contracting Authority reserves the right not to award the Letter-Order if no tender fully meets the qualification criteria, or if the tenders received are deemed non-compliant, unacceptable or manifestly excessive in relation to the estimated budget.

It may also, in accordance with the regulations in force, declare the procedure unsuccessful or suspend it at any time for duly justified public-interest reasons, without the tenderers being entitled to any compensation.

15. VALIDITY PERIOD OF TENDERS

Tenderers shall remain bound by their tenders for a period of sixty (60) days from the tender submission deadline set out in this Tender File.

This period may exceptionally be extended at the request of the Contracting Authority, subject to the written agreement of the tenderer.

Tenderers shall remain bound by their tenders for a period of sixty (60) days from the tender submission deadline set out in this Tender File.

During this period, tenderers may neither modify nor withdraw their tenders, under pain of the sanctions provided for by the regulations in force.

This validity period may exceptionally be extended at the request of the Contracting Authority. In such a case, tenderers shall be invited to confirm in writing the maintenance of their tenders for the additional period requested. Refusal by a tenderer to extend the validity period shall entail neither a penalty nor forfeiture of its bid security.

16. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information relating to this Tender File may be obtained, during working hours, from the Public Contracts Service of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), door No. III, telephone: 222 23 05 60.

Such information must be requested sufficiently in advance to allow for its processing within a timeframe compatible with the tender submission deadline. No oral information not confirmed in writing may be invoked against the Contracting Authority.

Any clarifications provided to tenderers, where applicable, shall be communicated to all candidates who have collected the Tender File, in accordance with the principle of equal treatment.

17. REPORTING, CORRUPTION AND MALPRACTICES

Every tenderer, service provider or person involved in the procedure shall report without delay any suspicious or irregular practice of which he/she becomes aware.

For this purpose, reports may be addressed to the following competent bodies:

The National Anti-Corruption Commission (CONAC), on the toll-free number 1517;

The Authority in charge of Public Contracts (MINMAP), by SMS or call to the numbers (+237) 673 20 57 25 and (+237) 699 37 07 48;

The Public Contracts Regulatory Agency (ARMP), in accordance with the procedures in force.

Any report shall be handled in strict compliance with the confidentiality of the information received and the applicable regulatory provisions, without prejudice to the administrative, disciplinary or judicial proceedings provided for by the legislation in force.

18. FINAL PROVISIONS

All provisions not expressly specified in this Tender File shall be governed by the legislative and regulatory texts in force relating to public contracts, as well as by the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

In the event of any contradiction between the various documents constituting the Tender File, the provisions of the SRIT shall prevail over those of the other documents, unless otherwise expressly stated.

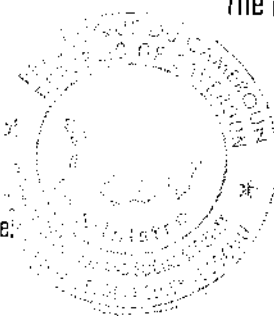
Any difficulty in interpreting the clauses of this Tender File shall be resolved in accordance with the general principles of public procurement law and, where applicable, by the Contracting Authority, without prejudice to the remedies provided for by the regulations in force.

Yaoundé, on 12 OCT 2026

The Minister of Labour and Social Security

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Chairpersons of the CCCB, where necessary;
- Notice Board/File.



Grégoire OWONA

